

L'émergence de la Chine

ARNAUD DESHAYES

L'émergence de la Chine se fait dans le cadre d'une transition lente vers l'économie de marché où l'État reste très présent avec notamment de grandes entreprises publiques et un contrôle des capitaux favorisant la compétitivité et le transfert de technologie. Le dynamisme démographique offre par ailleurs une main-d'œuvre abondante et bon marché ainsi que de vastes marchés attirant les entreprises étrangères. Cependant, le modèle de croissance extravertie, qui a fait de la Chine la deuxième économie et le premier exportateur au monde, semble aujourd'hui s'épuiser. Des limites diverses (inégalités, vieillissement, augmentation du coût du travail, pollution...) justifient un changement de modèle tout en soulevant une interrogation quant à la poursuite du rattrapage.

Pays de presque 1,4 milliard d'habitants, la Chine est devenue un acteur essentiel de l'économie mondiale. « En trente ans, écrit la sinologue Marie-Claire Bergère, une nation pauvre de paysans s'est transformée en un colosse économique » [4].

Depuis le tournant de la fin des années 1970, impulsé par Deng Xiaoping, l'économie chinoise a connu un rythme de croissance exceptionnel, la propulsant dans la catégorie des « pays émergents ». Cette émergence de la Chine est un événement considérable, « historique » pourrait-on dire : il marque l'entrée de la mondialisation dans une nouvelle phase et remet en cause la domination économique des puissances occidentales. Il a de nombreuses conséquences macro-économiques sur l'économie mondiale. Mais l'économie chinoise n'est pas sans failles et celle-ci se trouve confrontée à d'importants défis.

DU MAOÏSME AUX RÉFORMES

Les dirigeants chinois actuels ont souvent affirmé leur volonté de redonner à la Chine le statut qu'elle avait jadis. En effet, dès le milieu du XVIII^e siècle, leur pays représentait près du tiers de la production manufacturière mondiale. Le

TABLEAU 1 : PART DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE MONDIALE

En %	1750	1800	1830	1860	1880	1900
Europe	23,2	28,1	34,2	53,2	61,3	62
Grande-Bretagne	1,9	4,3	9,5	19,9	22,9	18,5
États-Unis	0,1	0,8	2,4	7,2	14,7	23,6
Chine	32,8	33,3	29,8	19,7	12,5	6,2
Japon	3,8	3,5	2,8	2,4	2,4	2,4
Pays non occidentaux	73	67,7	60,5	36,6	20,9	11

Source : Paul Bairoch, « International industrialisation levels from 1750 to 1980 », *The Journal of Europeans Economic History*, vol. 11, n° 1, Rome, Unicredit, 1982, p. 269-333.

poids relatif de la Chine va ensuite nettement diminuer jusqu'en 1900, dans un contexte caractérisé par la révolution industrielle européenne et l'émergence des États-Unis (tableau 1). Puis le pays a connu une accélération de son déclin économique, en particulier lors de la parenthèse maoïste (1949-1978). Sous l'impulsion du parti communiste chinois, un modèle soviétique de développement est mis en place. L'agriculture est collectivisée. Des investissements massifs sont opérés au service des entreprises d'État et de l'industrie lourde (charbon, acier, chimie). En définitive, sur la période 1950-1978, la croissance économique est en moyenne de 4,5 % par an mais celle-ci est largement absorbée par la croissance démographique. À la fin des années 1970, selon l'économiste Françoise Lemoine, la Chine est l'un des pays les plus pauvres au monde où la consommation alimentaire atteint à peine le niveau de subsistance. C'est alors que va s'opérer, dès 1979, un tournant dans la conduite de la stratégie économique chinoise. Sous l'impulsion de Deng Xiaoping, une transition économique s'amorcera, transition fondée sur une politique de réformes et d'ouverture visant à substituer des mécanismes de marché à ceux de l'économie planifiée, et à intégrer progressivement la Chine aux échanges internationaux.

La première décennie de réformes s'opère de 1979 à 1989. Cette période est caractérisée par la suppression des communes populaires, suppression qui sonne le glas de la collectivisation agricole. Dans le secteur urbain et industriel, l'État se retire partiellement. Une économie mixte émerge, économie où coexistent une sphère d'économie planifiée et une sphère marchande essentiellement constituée de micro-entreprises. À l'intérieur du secteur public,

la priorité est désormais la hausse de la productivité en développant l'autonomie de gestion. Enfin, innovation essentielle de la période, la création de zones économiques spéciales (ZES) dans les provinces méridionales du Guangdong et du Fujian : les entreprises étrangères sont autorisées à installer leurs entreprises et à poursuivre une production essentiellement destinée à l'exportation. Mais si les réformes sont caractérisées par le poids croissant des mécanismes du marché, le rôle du parti-état reste essentiel d'où le slogan « d'économie de marché socialiste » lancé en 1989.

La deuxième vague de réformes couvre la période 1992-2002, après trois ans de gel des réformes au lendemain de la répression de la place Tian'anmen (1989). Les privatisations s'accroissent et on assiste à un désengagement de l'État à l'égard des 130 000 PME publiques. Une plus grande place est attribuée aux marchés financiers avec la création de deux bourses de valeurs à Shanghai et Shenzhen. Mais l'État est aussi soucieux d'une régulation de l'économie. Une réforme bancaire est mise en place, réforme qui aboutit à la création de la Banque populaire de Chine c'est-à-dire d'une banque centrale responsable de la politique monétaire et de la supervision du système financier. La crise asiatique de la fin des années 1990 va ralentir la mise en œuvre de mesures qui, bénéfiques pour l'avenir, sont porteuses à court terme de chômage et de malaise social. Enfin, point d'aboutissement de cette période de réformes, la Chine accède à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001.

Cette accession ouvre une troisième étape dans le processus de réformes. D'après Marie-Claire Bergère, « la Chine doit s'engager à faire disparaître toutes

les barrières tarifaires et administratives pesant sur ses importations. Elle doit aussi promettre de lever les restrictions qui limitent la création d'entreprises à participation étrangère et d'ouvrir à ces entreprises de nouveaux secteurs d'activités » [4].

UNE NOUVELLE PUISSANCE FONDÉE SUR UN CAPITALISME D'ÉTAT

Cette troisième phase de la réforme coïncide avec un dynamisme exceptionnel de l'économie chinoise [3]. Depuis le début des années 2000, son taux de croissance fut supérieur ou proche de 10 %. La Chine est devenue en 2010 la deuxième économie mondiale en termes de produit intérieur brut (PIB). Elle a dépassé le Japon mais reste, cependant, loin derrière les États-Unis (PIB des États-Unis en 2013 : 16 238 milliards de dollars ; celui de la Chine : 9 020 milliards de dollars [9]). En 2009, la Chine a ravi à l'Allemagne sa place de premier exportateur mondial de marchandises. Elle représente aujourd'hui environ 9 % du commerce mondial. L'accumulation de ses excédents courants nourrit une puissance financière montante et explique l'importance de ses réserves de change : en 2012, la Chine détenait les plus grandes réserves de change du monde (3 300 milliards de dollars), environ 50 % étant placées en titres de la dette publique américaine.

La Chine est actuellement la deuxième puissance industrielle mondiale. Dans l'industrie manufacturière, son poids a plus que triplé entre 1995 et 2011, passant de 5 % à 16 %. L'essor de ses industries est soutenu par des investissements exceptionnellement élevés : le taux d'investissement était de 48 % du PIB en 2011, un taux très élevé en comparaison des autres pays émergents (35 % en Inde, 20 % au Brésil et en Russie). Cet essor industriel est aussi alimenté par les flux d'épargne et les investissements directs étrangers. La Chine est ainsi devenue « l'atelier du monde ». Si sa production industrielle s'est d'abord concentrée dans les marchandises à faible valeur ajoutée (textiles, chaussures, jouets, meubles), l'économie chinoise a évolué vers des secteurs plus technolo-

giques : télévisions, téléphones mobiles, ordinateurs, dont elle fournit la moitié de la production mondiale. La structure des exportations manufacturières de son économie a ainsi évolué : les produits les plus intensifs en travail peu qualifié et en ressources (textile), qui dominaient ses exportations industrielles au début des années 1990, ont perdu de l'importance au profit des secteurs incorporant plus de technologie, de travail qualifié et/ou de capital. La Chine est donc devenue le premier exportateur de produits industriels manufacturés, avec 16 % du marché mondial en 2010. Elle a diversifié ses exportations et les produits textiles ne forment plus que 16 % des exportations en 2010, loin derrière les biens électriques (électroménager) et électroniques (ordinateurs, téléphones portables) qui constituent désormais plus de 40 % de ses exportations et lui valent des parts dominantes sur le marché mondial. Selon A. Goldstein et F. Lemoine, les performances de la Chine reflètent son « intégration dans les chaînes internationales de production » : en effet, « plus de la moitié de ses exportations sont issues d'opérations internationales de sous-traitance où la Chine assemble des composants importés. L'expansion de ses exportations est indissociable de celle de ses importations. À la faveur de la fragmentation internationale des processus de production, elle a développé sa spécialisation dans les stades finals de fabrication des produits » [7]. Ainsi, dans les usines d'assemblage, la valeur ajoutée est souvent faible et, par exemple, dans un iPod exporté pour 150 dollars par la Chine, il y a moins de 10 dollars de valeur créée sur place.

Cet essor exceptionnel a eu des conséquences économiques et sociales positives. Depuis trente ans, la pauvreté a beaucoup reculé. Plus de 500 millions de Chinois y ont échappé, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (fixé à moins de 1,25 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat) étant tombée de 84 % en 1981 à 16 % en 2005. Dans le même temps, une classe urbaine assez aisée, forte de 200 à 300 millions d'individus, est née. Mais ce dynamisme économique ne doit pas faire oublier que le pays reste, selon la classification établie par la Banque

mondiale en fonction du PIB/habitant, un pays à « revenu intermédiaire ». Selon la Banque mondiale, 254 millions d'individus vivent encore en dessous du seuil international de pauvreté, individus qui résident pour la plupart dans les campagnes. De même, en termes de développement humain, l'IDH est certes passé de 0,4 en 1980 à 0,7 environ aujourd'hui, mais la Chine reste un pays à « IDH moyen » (compris entre 0,5 et 0,8).

Ce dynamisme de l'économie chinoise a reposé, et repose encore, sur un savant dosage entre le marché et l'État. En effet, en Chine, la fin de l'économie planifiée ne signifie pas la fin des interventions de l'État. L'interventionnisme étatique est tout d'abord visible dans le domaine monétaire. La monnaie chinoise (le yuan) n'est que partiellement convertible et le gouvernement central a eu tendance à sous-évaluer le yuan afin d'accroître la compétitivité des entreprises, d'où l'accusation par l'Europe et les États-Unis de « dumping monétaire » (même si le yuan a eu tendance, depuis 2005, à s'apprécier par rapport au dollar). Dans le même temps, le pouvoir de contrôle du gouvernement reste entier sur les secteurs jugés prioritaires et cruciaux : énergie, électricité, fourniture d'eau. Les prix de ces secteurs sont fixés à un niveau inférieur à celui des cours internationaux afin d'augmenter les profits des industries manufacturières et leur compétitivité sur le marché mondial.

La contraction du secteur public est incontestable par rapport à l'époque maoïste. Ainsi, la contribution du secteur public au PIB est tombée de 90 % à la veille des réformes à environ 33 % en 2011. Cependant, les plus importantes entreprises, entreprises géantes (telles que China mobile ou China Construction Bank), dont le nombre oscille entre 120 et 170, relèvent directement du gouvernement central. Elles totalisaient 297 milliards de dollars d'actifs en 2009 et constituent aujourd'hui les « champions nationaux ». Ces grandes entreprises publiques bénéficient de multiples privilèges : les pouvoirs publics leur procurent des terrains à bas prix ; elles sont aussi dispensées de payer des redevances pour l'utilisation d'équipements publics ; elles bénéficient de crédits bancaires à faibles taux ; enfin, dans leurs

domaines respectifs, elles sont protégées de la concurrence des entreprises privées chinoises.

L'État est donc toujours bien présent dans l'économie chinoise. Il a même trouvé une nouvelle légitimité avec l'impact de la crise des *subprimes*, celle-ci ayant justifié une relance de l'investissement public. La perspective qui se dessine est donc celle d'une économie mixte, dominée par un capitalisme d'État, prenant en compte certains mécanismes de marché et adapté à la mondialisation.

LE DYNAMISME CHINOIS : CAUSES ET IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'émergence de la Chine sur la scène mondiale est un événement considérable par les multiples effets qu'elle entraîne. La Chine constitue tout d'abord, incontestablement, un concurrent redoutable. Grâce à ses importantes réserves de main-d'œuvre et à l'apport des technologies et des capitaux étrangers, elle a su construire un avantage compétitif dans de nombreux secteurs. Le pays s'est tout d'abord ouvert aux investissements directs à l'étranger (IDE). Le stock d'IDE entrants en pourcentage du PIB est ainsi passé de 5 % en 1990 à 16 % en 2000 pour finalement retomber, après l'épisode des *subprimes*, à 10 % en 2011. Les autorités chinoises ont eu d'autant plus de raisons d'attirer les capitaux étrangers que le système financier interne se révélait incapable de répondre aux besoins de financement des entreprises privées, les banques publiques allouant leurs crédits aux grandes entreprises d'État. La Chine se distingue ici d'autres pays émergents ; en privilégiant via une politique de contrôle des mouvements de capitaux à court terme l'accueil des IDE, au détriment d'autres formes d'entrées de capitaux (capitaux « flottants », investissements de portefeuille), elle s'est préservée des crises financières. La Chine est donc devenue, conjointement avec d'autres grands pays émergents comme le Brésil et l'Inde, une composante essentielle dans la stratégie des multinationales. Ces dernières, en investissant en Chine, ont un double objectif : tirer parti des bas coûts salariaux et produire

TABLEAU 2 : STRUCTURE DE L'EMPLOI EN CHINE (EN %)

	1987	1997	2008
Agriculture	59	51	40
Industrie et bâtiment	23	25	27
Services	18	26	33

Source : Données d'après [8].

pour satisfaire la demande intérieure, les débouchés potentiels du marché chinois devenant incontournables pour les multinationales. En 2011, le quart des ventes de Volkswagen et la moitié de ses profits étaient réalisés en Chine. Walmart, la plus grande entreprise au monde spécialisée dans la grande distribution, enregistrait, en 2010, 9 % de ses ventes dans l'Empire du Milieu.

L'atout démographique a aussi constitué l'un des ressorts essentiels du dynamisme chinois ; c'est le dividende démographique. Entre 1980 et 2010, la population d'âge actif a augmenté de 375 millions en Chine (+ 68 %). Le pays a donc connu cette phase de la transition démographique où il y a une arrivée massive de jeunes en âge de travailler, conséquence de la première phase où la natalité était encore forte. Pendant cette phase, la population d'âge actif augmente plus vite que celle des dépendants. Les actifs sont alors très nombreux par rapport aux inactifs, ce qui favorise la croissance, augmente le taux d'épargne et donc l'investissement. L'exode rural s'est ajouté aux effets de la démographie pour créer une offre surabondante de travail, la Chine connaissant le processus – ayant déjà eu lieu dans les pays occidentaux – de déversement des emplois agricoles vers les autres secteurs (tableau 2). Suivant un processus décrit par Lewis (1954), l'industrie chinoise a puisé dans des réserves quasi illimitées de main-d'œuvre issues du secteur agricole, attirant ces travailleurs en surplus par des salaires très faibles mais tout de même supérieurs aux revenus paysans. Les entreprises qui ont créé le plus d'emplois (secteur d'exportation, bâtiment) ont fait largement appel aux migrants ruraux, les *mingongs*. Ces derniers étaient 145 millions en 2009 et formaient ainsi 40 % de l'emploi urbain. Le plus souvent sans contrat de travail ni couverture sociale, parfois sans *hukou* (permis de résidence officielle en ville), ils ont une rémunération inférieure de moi-

tié à celle des résidents urbains, même si l'écart tend à se réduire. Les *mingongs* ont été à l'origine de la compétitivité de l'industrie chinoise.

La Chine est devenue une puissance commerciale de premier plan qui vient prendre des parts de marché aux puissances occidentales ainsi qu'aux pays en développement (PED). En définitive, elle bouleverse les rapports de force mondiaux et affecte, via les flux commerciaux qu'elle génère, la situation économique intérieure de nombreux pays.

L'exceptionnel dynamisme de l'économie chinoise s'est aussi fait sentir dans le domaine des prix. La Chine a ainsi contribué à la faible inflation mondiale des années 2000, la fabrication de produits chinois à bas coûts exerçant une pression à la baisse sur les prix. Cependant, revers de la médaille du dynamisme chinois, ce dernier alimente la demande mondiale d'énergie et contribue aux épisodes de flambée des cours des matières premières. La Chine va peser de plus en plus lourd dans la demande mondiale d'énergie et de matières premières, en raison non seulement des besoins de son appareil productif, mais aussi de la consommation de sa population. L'urbanisation entraîne l'augmentation des dépenses énergétiques des ménages au titre des déplacements, du chauffage et de la climatisation des logements, etc. Selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, la Chine devrait contribuer à hauteur de 35 % à l'augmentation de la demande mondiale d'énergie au cours des prochaines décennies. Son dynamisme, s'il se perpétue, poussera donc à la hausse les cours mondiaux contribuant, pour les pays acheteurs, à une détérioration des termes de l'échange.

Cependant, ce dynamisme constitue aussi un atout en raison des nouveaux débouchés qu'il offre aux exportateurs du monde entier. La Chine est ainsi la première destination des ventes du Japon (22 % de ses exportations). Elle est le

deuxième marché extérieur de l'Union européenne (après les États-Unis) et le troisième marché des États-Unis (après le Canada et le Mexique). Depuis dix ans, la Chine a tiré la croissance de l'Asie par sa demande de produits manufacturés et celle des pays latino-américains et africains par sa demande de produits primaires. En conséquence, la dépendance de certaines économies émergentes à l'égard de la Chine a augmenté considérablement. Par exemple, en 2010, les exportations vers la Chine représentaient 13 % du PIB de la Corée du Sud, 17 % de celui de la Malaisie et 23 % pour Taïwan. Les grands exportateurs de matières premières en Asie centrale, en Amérique latine (Chili), en Afrique et au Moyen-Orient deviennent ainsi dépendants de la demande chinoise. Après l'effondrement de fin 2008, les exportations des pays d'Amérique latine ont repris (cuivre, fer, pétrole) en grande partie grâce au marché chinois qui a reçu, en 2010, 26 % des exportations du Chili et 18 % de celles du Pérou (la Chine est devenue le premier partenaire commercial de ces deux pays).

LIMITES ET REMISE EN CAUSE

Les performances macroéconomiques de la Chine ne doivent cependant pas masquer les limites du modèle [5 ; 6]. La hausse considérable du niveau de vie de la population s'est tout d'abord accompagnée d'une amplification des inégalités. En prenant comme indicateur le coefficient de Gini du revenu disponible (variant de 0, l'égalité parfaite, à 1, l'inégalité totale), la Banque mondiale constate que la Chine est passée d'un coefficient de 0,41 en 2000 à 0,61 en 2010 (soit une augmentation bien plus importante qu'aux États-Unis sur la même période : 0,36 à 0,47). Plusieurs lignes de fracture traversent la société chinoise : entre villes et campagnes mais aussi entre les provinces côtières et celles de l'arrière-pays. La principale inégalité est celle qui oppose les villes, où le revenu moyen est trois fois plus élevé, aux campagnes, dans lesquelles vit la majorité des très pauvres. Si le niveau de l'indice de développement humain est à 0,8 dans les villes, il plafonne à seulement 0,65 dans les campagnes. Selon Françoise Lemoine,

« si le niveau de vie à Shanghai n'est guère différent de celui du Portugal ou de l'Argentine, dans le Guizhou, la province la plus pauvre de Chine, il est proche de celui du Cameroun » [8].

La croissance s'est ensuite accompagnée d'une dégradation considérable de l'environnement. « Depuis trois décennies, constate ainsi Marie-Claire Bergère, la Chine a sacrifié son air, son sol, ses rivières, à l'augmentation de son PIB » [4]. La Chine est désormais le plus gros émetteur de CO₂ avec 25 % des émissions mondiales. De plus, parmi les vingt villes les plus polluées du monde, on compte seize villes chinoises. La croissance du pays est très gourmande en énergie d'où une forte dépendance énergétique. Son modèle de croissance, tirée par les exportations, est en conséquence très dépendant de la conjoncture mondiale. La récession de l'économie mondiale en 2009 puis l'atonie de la croissance dans les pays industrialisés (notamment dans l'Union européenne, touchée par la crise des dettes souveraines) ont montré qu'il n'y avait pas de « découplage » entre la conjoncture de l'économie chinoise et celle des pays occidentaux. Le taux de croissance de la Chine est ainsi tombé sous la barre des 10 % suite à la crise des *subprimes*. Cette crise a constitué un avertissement pour les dirigeants du parti communiste chinois qui puisent dans une croissance forte, source d'amélioration du niveau de vie et d'une certaine mobilité sociale, une légitimité pour asseoir leur pouvoir. Conscients donc de la trop forte dépendance d'un modèle de croissance extravertie, les dirigeants chinois

ont tenté, depuis 2010-2011, d'infléchir le modèle de croissance. Selon Patrick Artus, on constate un basculement du modèle de croissance de la Chine, fondé sur les exportations, vers un modèle de croissance tirée par la demande intérieure [1]. Ce basculement vient de deux facteurs : 1. d'une hausse rapide des salaires, favorable à la consommation. Cette hausse résulte de la volonté politique d'accroître rapidement le salaire minimum. Elle résulte aussi des tensions croissantes sur le marché du travail, les difficultés de recrutement étant de plus en plus fortes ; 2. de la nécessité pour les entreprises d'accroître la productivité et d'augmenter leur intensité capitaliste, afin de substituer du capital au travail en raison des difficultés croissantes de recrutement, d'où une progression rapide de l'investissement. Si la Chine arrive à définitivement substituer un modèle fondé sur la demande intérieure à l'ancien modèle fondé sur les exportations, une conséquence importante en résultera : les importations de la Chine vont progresser plus rapidement que ses exportations : « Ceci veut dire que la Chine va ajouter de la croissance au reste du monde au lieu de prendre de la croissance au reste du monde » [1].

PERSPECTIVES

D'après le CEPPI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), la croissance chinoise devrait ralentir dans les années à venir. Après un taux de croissance annuel moyen

de 10 % sur la période 1980-2010, le CEPPI table sur un rythme de 7 % sur la période 2010-2025 puis de 5 % entre 2025 et 2050. Néanmoins, malgré ce ralentissement économique, le rattrapage des pays avancés par la Chine se poursuivra, son taux de croissance demeurant supérieur à celui des pays avancés (tableau 3).

Cinq raisons principales plaident en faveur d'un ralentissement de l'économie chinoise. On constate tout d'abord une déformation de la structure de son économie au détriment de l'industrie sophistiquée et au profit du secteur de la construction, déformation à l'origine d'un ralentissement de la productivité (raison 1). Cette situation s'explique par la forte hausse du coût du travail en Chine, hausse qui conduit à une perte de compétitivité de l'industrie, à des délocalisations industrielles et à un recul de l'investissement en biens d'équipement sophistiqués. On vient de le mentionner, la hausse rapide des coûts salariaux en Chine y dégrade la compétitivité-coût (raison 2). Ceci entraîne un mouvement de délocalisation de l'industrie de la Chine vers d'autres pays à coûts salariaux plus faibles (en Afrique comme l'Éthiopie, en Asie comme l'Indonésie). On constate ainsi une très forte hausse des investissements directs de la Chine à l'étranger. Ceci entraînera à terme un freinage des exportations de la Chine. La fin du « dividende démographique » et le vieillissement démographique constituent une autre source de ralentissement (raison 3). Les statistiques démographiques montrent une diminution de la part de la

PRATIQUE
COMMANDEZ ET PAYEZ EN LIGNE

➔ www.sceren.com

BULLETIN D'ABONNEMENT

Oui, je m'abonne à Écoflash (10 n°/an) au prix de 32 € • Bulletin à retourner accompagné de votre règlement au Canopé-CNDP Agence comptable-abonnements
Téléport 1 - 1, avenue du Futuroscope CS 80158 - 86961 Futuroscope Cedex - Relations abonnés : 03 44 62 43 98 • Télécopie : 03 44 58 44 12 • Email : abonnement@cndp.fr

ÉCOFLASH	PRIX		QUANTITÉ	TOTAL
	FRANCE	ÉTRANGER		
1 an	32 €	39 €		
2 ans	58 €	75 €		

Nom, prénom (écrire en majuscules)

Établissement

N° Rue, voie, boîte postale

Localité

Code postal

Signature et cachet de l'organisme payeur

Prix valables jusqu'au 31 mars 2014

VENTE À L'UNITÉ 4 € • À la librairie de l'éducation, 13, rue du four, 75006 Paris
• Dans les librairies Canopé de votre académie • Par correspondance au Canopé de votre académie. Retrouvez sur www.sceren.fr toutes les adresses du réseau Canopé.

RÈGLEMENT À LA COMMANDE

- Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'Agent comptable du CNDP, ou à celui du CRDP de votre académie
- Par mandat administratif à l'ordre de l'Agent comptable du CNDP, Trésorerie générale de Poitiers
Code établissement 10071,
code guichet 86000
n° de compte 00 001 003 010, clé 86
Nom de l'organisme payeur :

N° de CCP
Merci de nous indiquer le n° RNE de votre établissement

TABEAU 3 : UNE PROJECTION À LONG TERME DE L'ÉCONOMIE MONDIALE (POIDS DANS LE PIB MONDIAL, EN %, DOLLARS COURANTS)

	2010	2025	2050
États-Unis	25	16	9
Japon	9	8	5
Union européenne	24	17	12
Triade	58	41	26
Brésil	4	3	2
Russie	2	3	5
Inde	3	5	8
Chine	10	21	33
BRIC	18	33	49
Reste du monde	24	26	25
Monde	100	100	100

Source : Données d'après Agnès Bénassy-Quéré, Lionel Fontagné, Jean Fouré, *Le grand basculement des pouvoirs économiques : les projections du CEPII pour l'économie mondiale à l'horizon 2050*, CEPII Working Paper 2012-03, février 2012.

population âgée entre 15 et 60 ans ainsi qu'une hausse de la part des plus de 60 ans. À partir de 2022, la population en âge de travailler diminuera en Chine, ce qui avec le ralentissement de la productivité va conduire à une croissance potentielle faible. Il reste toutefois toujours possible qu'il y ait des transferts de population active de l'agriculture vers l'industrie et les services. L'autre problème lié à la démographie sera le prélèvement accru sur les revenus des actifs en raison du poids croissant des retraités dans la population. Quatrième raison d'un probable ralentissement de la croissance, il est impossible d'extrapoler les tendances de la consommation de matières premières et de la pollution. Même si la croissance industrielle a ralenti en Chine par rapport à la période précédant la crise, la consommation de matières premières continue d'augmenter rapidement, la pollution également. La poursuite de la croissance du nombre de voitures à 25 % par an n'est clairement pas envisageable en considération du niveau de pollution de l'air dans certaines métropoles chinoises. Les autorités sont donc condamnées, compte tenu des contraintes environnementales, à « verdir » leur modèle de croissance. Enfin, dernière raison plaçant en faveur d'un ralentissement de la

croissance, l'excès d'endettement public et privé. La demande en Chine a été soutenue par l'endettement des ménages (achats d'appartements, de voitures) et par l'endettement des entreprises d'État et des collectivités locales (construction, infrastructure) plus que de l'État. Ceci conduit à une hausse de l'endettement public et privé. « Quand on compare la Chine aux pays de l'OCDE et aux autres pays émergents, écrit ainsi P. Artus dans une étude récente, on voit que le niveau d'endettement de la Chine est très élevé. On voit donc que la Chine se rapproche

de la zone où les taux d'endettement deviennent dangereux » [2].

Puissance émergente de la nouvelle économie mondiale, la Chine est confrontée à de nombreux défis : défi démographique (vieillesse) mais aussi environnemental (pollution), social (inégalités), économique (transition vers un nouveau modèle de croissance). Le défi est aussi politique pour l'élite au pouvoir, soucieuse de maintenir la légitimité d'une direction « communiste » dans un environnement de plus en plus « capitaliste ». La croissance à deux chiffres de l'économie chinoise a permis, ces dernières années, d'asseoir la légitimité du pouvoir mais les prévisions le montrent clairement, elle est appelée à ralentir dans les prochaines années. Malgré le dynamisme de la croissance, la Chine reste (pour reprendre la typologie de la Banque mondiale) un pays à revenu intermédiaire. Elle devra donc en déjouer le « piège ». L'histoire économique montre en effet qu'il est plus difficile pour un pays à revenu intermédiaire de devenir un pays à haut revenu qu'il n'a été pour lui de sortir de la pauvreté.

ARNAUD DESHAYES

PROFESSEUR DE SES EN CPGE ECE

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Artus P., « Qu'implique pour les pays de l'OCDE le changement de modèle de croissance en Chine ? », *Flash économie*, Natixis, n° 273, 12 avril 2012.
- [2] Artus P. et Xu B., « Qu'est-ce qui peut arrêter la croissance de la Chine ? », *Flash économie*, Natixis, n° 271, 4 avril 2013.
- [3] Artus P., Mistral J., Plagnol J. (Conseil d'analyse économique), *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique*, Paris, Documentation française, 2011.
- [4] Bergère M.-C., *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Paris, Fayard, 2013.
- [5] *L'Économie politique ; Chine : une croissance à bout de souffle*, n° 56, octobre 2012.
- [6] *Problèmes économiques ; Chine, le grand tournant*, n° 3066, 2013.
- [7] Goldstein A., Lemoine F., *L'économie des BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine*, Paris, La Découverte, 2013.
- [8] Lemoine F., « Économie de la Chine », *Encyclopédie Universalis*, 2007.
- [9] *World Economic Outlook (WEO)*, avril 2013, FMI.



PUBLICATION DU RÉSEAU CANOPÉ, TÉLÉPORT 1 - 1, AV DU FUTUROSCOPE CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX - TÉL : 05 49 49 75 46 - DIRECTEUR : JEAN-MARC MERRIAUX - RÉDACTEUR EN CHEF : JÉRÔME VILLION - RÉVISION : CÉLINE CHOLET - MISE EN PAGE : ISABELLE SOLÉRA - RELATIONS ABONNÉS, TÉL : 03 44 62 43 98 IMPRIMÉ SUR PAPIER CERTIFIÉ PEFC - IMPRESSION : IMPRIMERIE JOUVE - 1, RUE DU DOCTEUR-SAUVÉ - 53100 MAYENNE - © CANOPÉ-CNDP - DÉPÔT LÉGAL 1^{er} TRIMESTRE 2014